

Rapport de gestion

Premier trimestre 2015

Période de trois mois terminée le 30 juin 2014

Table des matières

1.	COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION.....	2
2.	AVIS QUANT AUX DÉCLARATIONS PROSPECTIVES	2
3.	PROFIL DE LA SOCIÉTÉ	3
4.	FAITS SAILLANTS.....	5
5.	ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS	6
6.	SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS	14
7.	SITUATION FINANCIÈRE ET FLUX DE TRÉSORERIE.....	15
8.	CARNET DE COMMANDES	18
9.	RISQUES ET INCERTITUDES.....	18
10.	MÉTHODES COMPTABLES.....	19
11.	CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS	21
12.	CONTRÔLES ET PROCÉDURES.....	24

Le 7 août 2014

Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

Le sigle « M \$ » signifie « million(s) de dollars ».

1. COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION INTERMÉDIAIRE

Ce rapport de gestion a été préparé sous la responsabilité de la direction de GLV Inc. et a été approuvé par son conseil d'administration en date du 7 août 2014. Les renseignements y apparaissant tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'à cette date. Il présente la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la direction, au moment de son approbation par le conseil d'administration.

Ce rapport de gestion intermédiaire devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et les notes afférentes pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2014 et 2013, ainsi qu'avec les états financiers consolidés audités et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 mars 2014. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois mois terminées les 30 juin 2014 et 2013 n'ont pas fait l'objet d'un examen ni d'un audit par les auditeurs externes de la Société.

L'information financière présentée dans ce rapport de gestion intermédiaire, y compris les montants apparaissant dans les tableaux, est préparée conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire faisant partie des Normes internationales d'information financière* (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf indications contraires.

Dans le présent rapport de gestion, « le Groupe GLV » ou « la Société » désigne, selon le cas, GLV Inc. et ses filiales et divisions ou GLV Inc. ou l'une de ses filiales ou divisions et les données présentées sont principalement structurées par groupe, soit Ovivo (traitement des eaux), GL&V Pâtes et Papiers et le groupe Autres. L'exercice financier se terminant le 31 mars 2015 et les exercices financiers terminés les 31 mars des années antérieures sont parfois désignés par les termes « exercice 2015 », « exercice 2014 » et ainsi de suite. Le « premier trimestre 2015 » et le « premier trimestre 2014 » réfèrent aux périodes de trois mois terminées les 30 juin 2014 et 2013, respectivement. À moins qu'il ne soit indiqué autrement, l'analyse comparative des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la période de trois mois terminée le 30 juin 2014 se fait par rapport à la période équivalente terminée le 30 juin 2013, et l'analyse comparative de la situation financière en date du 30 juin 2014 se fait par rapport aux données inscrites au 31 mars 2014.

De plus, certaines données financières présentées dans le présent rapport de gestion sont des mesures non conformes aux IFRS. Des renseignements portant sur les mesures financières non conformes aux IFRS, sont fournis à la rubrique 11 « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion.

Des renseignements additionnels sur la Société, notamment la notice annuelle datée du 5 juin 2014, ainsi que le rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 mars 2014 et les communiqués sont accessibles sur les sites de SEDAR (www.sedar.com) et de la Société (www.glv.com). D'autres documents, dont les présentations faites aux investisseurs, sont également accessibles sur le site de la Société.

2. AVIS QUANT AUX DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certains renseignements et déclarations dans le présent rapport de gestion et autres communications au public concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prévisions de la direction peuvent constituer des déclarations prospectives au sens de la législation en valeurs mobilières applicable. Les déclarations prospectives concernent des analyses et d'autres renseignements fondés sur la prévision de résultats futurs et l'estimation de montants qu'on ne peut encore déterminer. Il peut s'agir d'observations concernant entre autres les stratégies, les attentes, les activités planifiées ou les actions à venir. Ces déclarations prospectives se reconnaissent à l'emploi de termes tels que « prévoir », « projeter », « pouvoir », « planifier », « viser », « estimer », et autres termes semblables, éventuellement employés au futur ou au conditionnel, notamment à la mention de certaines hypothèses.

La direction de GLV Inc. tient à préciser que les déclarations prospectives comportent des incertitudes et des risques connus et inconnus qui pourraient faire en sorte que les résultats réels et futurs du Groupe GLV diffèrent considérablement de ceux qui sont énoncés.

Parmi les facteurs d'incertitude et de risque pouvant entraîner de telles différences, on retrouve les risques liés aux contrats avec les clients concernant les équipements et services, l'exploitation et les projets clés en main, le risque de marché, la concurrence et l'innovation, le risque de concentration, de liquidités, l'accessibilité au financement, la dépendance envers le personnel clé, le risque lié aux systèmes informatiques, le risque de crédit, le risque de réputation et lié aux règlements et aux lois, le risque de change et contrats de change, le risque lié aux acquisitions, à la chaîne d'approvisionnement, à la dépréciation des actifs, aux taux d'intérêt et à la structure de société de portefeuille. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations tels que formulés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. De plus, à moins d'indication contraire, les énoncés prospectifs présentés dans ce rapport de gestion ont été faits en date des présentes, et à moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la direction de GLV Inc. n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelle information, d'événements futurs ou d'autres changements. Les énoncés prospectifs visent à fournir au lecteur une description des attentes de la direction à l'égard du rendement financier futur de la Société et peuvent être inappropriés à d'autres fins.

De l'information additionnelle sur les facteurs de risque auxquels est exposé GLV Inc. est fournie à la rubrique 11 « Risques et incertitudes » du rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 mars 2014.

3. PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Description des activités

Le Groupe GLV est constitué d'entreprises internationales œuvrant principalement dans les secteurs du traitement des eaux (Ovivo) et des pâtes et papiers (GL&V Pâtes et Papiers), qui offrent des solutions technologiques complètes ainsi que des services et équipements adaptés aux besoins spécifiques de ses clients. Les unités d'affaires du Groupe GLV exercent leurs activités dans plus de 25 pays et comptent environ 1 680 employés au 30 juin 2014. GLV Inc. est une société ouverte dont les actions sont négociées à la Bourse de Toronto, sous les symboles GLV.A et GLV.B.

- Ovivo (le Groupe Traitement des Eaux) se consacre à la conception et à la commercialisation d'équipements et de solutions intégrées permettant de filtrer, clarifier, traiter et purifier l'eau qui sera utilisée ou réutilisée dans divers procédés industriels et municipaux, retournée dans la nature, ou utilisée à des fins domestiques. L'offre d'Ovivo comprend les services de reconstruction, de modernisation et d'optimisation des équipements en place, la vente de pièces de rechange ainsi que des services d'entretien. Afin de maintenir sa place sur ce marché concurrentiel, le savoir-faire et l'innovation sont au cœur de la stratégie d'affaires de l'entreprise. Ovivo détient des technologies de pointe et se démarque de la concurrence en plaçant les besoins de ses clients au cœur de sa stratégie d'affaires. De plus, Ovivo inclut les opérations de Ramivo, une unité de fabrication située à Tamási (Hongrie).
- GL&V Pâtes et Papiers conçoit et met en marché à l'échelle mondiale des équipements servant à diverses étapes de la préparation de la pâte jusqu'à la production du papier. Il est également reconnu mondialement en ce qui concerne les services de reconstruction, de modernisation et d'optimisation des équipements existants, ainsi que la vente de pièces de remplacement. En misant sur l'innovation, il voit également à ce que son portefeuille soit constitué de produits et de technologies à valeur ajoutée pour le client, notamment en raison de leurs avantages sur le plan de la consommation d'énergie.
- Le Groupe GLV possède également d'autres activités que celles associées au traitement des eaux et au secteur des pâtes et papiers. La division Van der Molen est spécialisée dans l'offre de procédés pour la conception et la mise en marché d'équipements nécessaires à la dissolution, au dosage et au mélange dans la production de boissons. Également, le Groupe GLV possédait l'unité GL&V Fabrication, situé à Trois-Rivières (Québec, Canada), jusqu'au 16 novembre 2013, date à laquelle la Société a cédé les activités commerciales et une partie des actifs de cette unité.

Approche stratégique

L'engagement du Groupe GLV a toujours été de créer de la valeur à long terme pour ses actionnaires et d'assurer une croissance soutenue à cet égard grâce à un modèle d'affaires qui consiste à :

- Acquérir des technologies, du savoir-faire et des entreprises innovantes;
- Générer de la croissance interne en favorisant l'innovation et en visant une récurrence des revenus; et ce,
- Tout en respectant les cultures locales des pays où les filiales du Groupe GLV sont implantées.

Ainsi, la croissance du Groupe GLV s'appuie sur les cinq stratégies suivantes :

- **Mettre en valeur le développement du marché des pièces et services, incluant la vente de pièces de remplacement ainsi que la prestation de services d'entretien et de soutien.** Le Groupe GLV entend ainsi générer des revenus récurrents. Ces derniers permettront une plus grande stabilité en se soustrayant davantage aux cycles économiques. Le marché des pièces et services assure également une croissance organique dans les créneaux d'affaires clés des filiales du Groupe GLV. Enfin, il permet aussi de miser sur une relation d'affaires excellente avec la clientèle et ainsi de se différencier de la concurrence en offrant une prestation de service complète.
- **Faire de l'innovation un facteur de positionnement central sur les marchés cibles du Groupe GLV.** En effet, les secteurs d'activités dans lesquels œuvre le Groupe GLV sont hautement compétitifs. Il faut donc constamment présenter des produits et services innovants qui permettront d'optimiser les procédés ou encore qui réduiront la consommation d'énergie des clients. Cette culture de l'innovation est un des éléments qui a contribué au succès des trois dernières décennies du Groupe GLV et qui est valorisée dans la gestion des filiales.
- **Améliorer constamment la rentabilité de la Société.** La direction de GLV Inc. maintient un contrôle rigoureux des frais fixes à travers l'entreprise grâce à l'utilisation efficace de ses ressources humaines, à l'intégration et à la restructuration efficace des entreprises acquises, à l'amélioration constante de l'efficacité opérationnelle de ses filiales et au maintien d'une culture entrepreneuriale. De plus, la Société fonde en grande partie son modèle d'affaires sur le recours à un réseau international de sous-traitants manufacturiers, ce qui lui permet de réduire ses coûts fixes et d'avoir la flexibilité requise pour s'ajuster aux fluctuations de la demande. Toutes ces mesures permettent de maintenir une structure de coûts souple et optimale.
- **Se concentrer principalement sur les marchés géographiques où les filiales du Groupe GLV sont déjà présentes.** Certains marchés, dont l'Inde, l'Asie du Sud-est, le Moyen-Orient, le Brésil et la Russie devraient continuer de connaître un essor au cours des prochaines années. Pendant ce temps, les marchés plus matures que sont l'Amérique du Nord, l'Europe et le Royaume-Uni continuent d'offrir des perspectives d'affaires intéressantes pour les entreprises du Groupe GLV.
- **Poursuivre sa stratégie d'acquisition d'entreprises.** Le Groupe GLV continuera de rechercher les occasions d'élargir son portefeuille technologique, son savoir-faire et les marques de commerce de ses unités d'affaires. Il continuera d'appliquer le même modèle d'acquisition axé sur la propriété intellectuelle et le marché des pièces et services.

4. FAITS SAILLANTS

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, GLV Inc. affiche des revenus consolidés de 161,2M \$ et un BAIIA ajusté ⁽¹⁾ de 5,6M \$, en hausse respectivement de 11,4 % et 12,9 % par rapport au premier trimestre de l'année précédente. La Société enregistre une perte nette attribuable aux actionnaires de GLV Inc de 3,1M \$ ou 0,07 \$ par action, de base et dilué, comparativement à un bénéfice net de 1,3M \$ ou 0,03 \$ par action, de base et dilué, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse est principalement attribuable à la perte de change, à la perte enregistrée sur le swap de rendement total et aux frais de restructuration enregistrés durant le trimestre.

Au premier trimestre, les revenus d'Ovivo sont en hausse de 14,2 % comparativement à la même période de l'exercice précédent, grâce principalement à l'exécution d'importants projets pour le marché de l'électronique et métaux. Au cours de cette même période, le marché des pièces et services d'Ovivo a connu une croissance de 28,1%, cette hausse s'explique par les investissements et les efforts faits dans ce marché suite au plan de recentrage des activités du groupe. De leur côté, les revenus de GL&V Pâtes et Papiers ont augmenté de 11,4 % comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent, cette hausse provenant particulièrement du marché des équipements neufs.

Pour Ovivo, on note une baisse du BAIIA ajusté ⁽¹⁾ qui s'explique par une pression à la baisse sur les marges pour le marché municipal. Ces baisses ont été partiellement compensées par le marché de l'électronique et métaux qui connaît une hausse de sa profitabilité grâce à l'avancement des projets.

Quant à GL&V Pâtes et Papiers, on note une hausse du BAIIA ajusté ⁽¹⁾, principalement soutenue par la croissance du marché de la vente d'équipements neufs.

Carnet de commandes

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes du Groupe GLV était de 359,1M \$, en baisse comparativement aux carnets de commandes de 395,3M \$ au 30 juin 2013 et de 382,7M \$ au 31 mars 2014. On note que 44% de la baisse totale de 23,6M \$ par rapport au 31 mars 2014 est attribuable au taux de change (10,5M \$) alors que le reste de la baisse provient du carnet de commandes d'Ovivo, celui de GL&V Pâtes et Papiers étant stable.

La baisse du carnet de commandes d'Ovivo est principalement attribuable au marché de l'électronique et des métaux ainsi qu'au secteur de l'énergie, la direction demeure toutefois confiante à l'égard des perspectives de ces marchés. Ces baisses sont partiellement contrebalancées par une amélioration du carnet de commandes dans le marché des pièces et services, témoignant des mesures mises en place afin de développer ce créneau important dans la stratégie d'Ovivo.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

5. ANALYSE DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Résultats consolidés

	Trimestres terminés les 30 juin	
<i>(en milliers de \$, sauf les montants par action et les données en %)</i>	2014	2013
Revenus	161 247	144 705
Coûts des contrats et marchandises vendues	125 517	110 997
Marge brute	35 730	33 708
Frais de ventes et d'administration	30 149	28 765
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	5 581	4 943
Marge de BAIIA ajusté ⁽¹⁾	3,5%	3,4%
Frais de restructuration	1 741	309
Amortissement	3 061	2 912
Frais financiers, nets	1 090	1 720
Perte (gain) de change	2 197	(598)
Perte (gain) liée aux instruments financiers dérivés	222	(2 238)
Bénéfice (perte) avant impôts	(2 730)	2 838
Impôts sur le bénéfice	457	1 568
Bénéfice (perte) net	(3 187)	1 270
Bénéfice (perte) net attribuable aux actionnaires de GLV Inc.	(3 147)	1 289
Bénéfice (perte) net par action (de base et dilué)	(0,07)	0,03

Revenus

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation organique à taux de change constants ⁽¹⁾	
<i>(en milliers de \$)</i>	2014	2013	Variation %	%
TOTAL	161 247	144 705	11,4%	5,8%
Ovivo	96 614	84 621	14,2%	4,9%
Équipements neufs	73 790	66 810	10,4%	1,5%
Vente de pièces et prestations de services	22 824	17 811	28,1%	18,0%
GL&V Pâtes et Papiers	56 303	50 533	11,4%	6,8%
Équipements neufs	18 023	14 090	27,9%	22,9%
Vente de pièces et prestations de services	38 280	36 443	5,0%	0,6%
Autres	8 330	9 551	(12,8)%	8,4%

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

Continuité des Revenus

<i>(en milliers de \$)</i>	Trimestre			
	Ovivo	GL&V Pâtes et Papiers	Autres	Total
Trimestre terminé le 30 juin 2013	84 621	50 533	9 551	144 705
Effet de change	7 820	2 312	873	11 005
Cessions d'activités commerciales	–	–	(2 670)	(2 670)
Croissance organique	4 173	3 458	576	8 207
Variation totale	11 993	5 770	(1 221)	16 542
Trimestre terminé le 30 juin 2014	96 614	56 303	8 330	161 247

Pour le premier trimestre 2015, les revenus consolidés ont augmenté de 16,5M \$ en comparaison avec le premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse résulte d'une croissance organique de 8,2M \$, attribuable principalement à Ovivo et GL&V Pâtes et Papiers. La fluctuation des devises étrangères a eu un effet favorable de 11,0M \$, due à l'appréciation du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien. La vente des activités commerciales et d'une partie des actifs de GL&V Fabrication a eu une incidence défavorable sur les revenus consolidés de 2,7M \$ pour la période.

Ovivo

Au cours du premier trimestre 2015, les revenus d'Ovivo ont connu une hausse totale de 12,0M \$ comparativement à la même période de l'exercice précédent, résultant d'une croissance organique de 4,2M \$ ou 4,9 % des ventes. Cette hausse s'explique principalement par l'exécution d'importants projets annoncés en avril 2013 pour le marché de l'électronique et métaux. Les ventes de pièces et prestations de service ont connu une hausse de 28,1% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par les investissements et les efforts faits dans ce marché suite au plan de recentrage des activités du groupe. La fluctuation des devises étrangères a eu un effet favorable de 7,8M \$ particulièrement causé par l'appréciation du dollar américain, de la livre sterling et de l'euro par rapport au dollar canadien.

GL&V Pâtes et Papiers

Pour le premier trimestre 2015, GL&V Pâtes et Papiers a affiché une augmentation de ses revenus de l'ordre de 5,8M \$ comparativement à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse provient principalement des ventes d'équipements neufs en Amérique du Nord étant donné le cycle de vie avancé des équipements dans cette région. L'effet favorable de la fluctuation des devises étrangères s'élève à 2,3M \$ et est majoritairement attribuable à l'appréciation du dollar américain par rapport au dollar canadien.

Autres

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, les revenus du groupe Autres ont connu une croissance organique de 0,6M \$. Cette hausse est attribuable à la division Van der Molen qui a connu une augmentation de son volume d'activités. Par contre, la disposition des activités commerciales et d'une partie des actifs de GL&V Fabrication au milieu du troisième trimestre 2014 a causé une baisse de revenus de 2,7M \$. La fluctuation des devises a également eu un effet favorable sur les revenus et est principalement causée par l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien.

Répartition des revenus par secteur géographique selon l'adresse de destination

	Total		Ovivo		GL&V Pâtes et Papiers	
Périodes de douze mois terminées les 30 juin						
	2014	2013	2014	2013	2014	2013
	<i>(en % des revenus consolidés)</i>		<i>(en % des revenus du Groupe)</i>			
Amérique du Nord	51,2%	44,3%	46,6%	34,0%	66,4%	65,8%
Europe et Russie	22,3%	26,3%	23,4%	31,4%	16,9%	16,3%
Asie et Asie Pacifique	13,1%	14,8%	16,7%	18,1%	6,6%	9,8%
Moyen-Orient et Afrique	10,0%	11,6%	12,8%	15,5%	0,9%	1,0%
Amérique Latine	3,4%	3,0%	0,5%	1,0%	9,2%	7,1%

La répartition des revenus par secteur géographique selon l'adresse de destination pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2014, comparativement avec la même période de l'exercice précédent, montre une hausse importante de la proportion des revenus d'Ovivo en Amérique du Nord. Cette plus grande concentration des revenus s'explique par le marché de l'électronique et métaux pour lequel des contrats importants ont été octroyés en Amérique du Nord.

Marge brute (excluant l'amortissement)

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation	Variation organique à taux de change constants ⁽¹⁾
	2014	2013	%	%
En milliers de \$	35 730	33 708	6,0%	0,5%
En % des revenus	22,2%	23,3%		

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, la marge brute est en hausse en dollars, mais en baisse en pourcentage des revenus comparativement à la même période de l'exercice précédent. L'augmentation de la marge brute en dollars s'explique principalement par l'exécution des contrats dans le marché électronique et métaux pour Ovivo, et par la hausse des projets en capital pour GL&V Pâtes et Papiers. La diminution de la marge brute en pourcentage des revenus est attribuable en partie à Ovivo et est principalement liée au marché municipal, dans lequel certains contrats ont subi une pression à la baisse sur les marges comparativement à la période correspondante l'exercice précédent. Pour GL&V Pâtes et Papiers, la marge brute en pourcentage des revenus est également inférieure à celle du premier trimestre de 2014. Cette baisse est expliquée principalement par l'augmentation de la proportion des revenus de la vente d'équipements neufs qui génère des marges inférieures.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

Frais de vente et d'administration (excluant l'amortissement)

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation	Variation organique à
	2014	2013		taux de change constants ⁽¹⁾
			%	%
En milliers de \$	30 149	28 765	4,8%	(0,6)%
En % des revenus	18,7%	19,9%		

Pour le premier trimestre 2015, en excluant la fluctuation des devises étrangères, les frais de vente et d'administration ont légèrement diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice 2014. Cette baisse est attribuable à la diminution de la charge de rémunération à base d'actions relative au siège social qui est en lien avec la baisse du titre de GLV Inc. et également attribuable à la vente des activités commerciales et d'une partie des actifs de GL&V Fabrication durant le troisième trimestre 2014. Les investissements en ressources effectués principalement pour développer le marché des pièces et services d'Ovivo ont eu un impact à la hausse sur les frais de vente et d'administration durant le trimestre mais ils ont été partiellement compensés par les économies découlant des réorganisations. Les investissements en innovation au premier trimestre 2015 ont été de l'ordre de 0,6M \$ en comparaison à 0,2M \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour ce qui est de la baisse en pourcentage des revenus, elle est attribuable à une hausse des revenus plus marquée comparativement à la hausse des frais de vente et d'administration par rapport au premier trimestre 2014.

BAIIA ajusté ⁽¹⁾

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation	Variation organique à
	2014	2013		taux de change constants ⁽¹⁾
(en milliers de \$)			%	%
BAIIA ajusté ⁽¹⁾	5 581	4 943	12,9%	10,6%
Ovivo	3 032	3 968	(23,6)%	(26,3)%
GL&V Pâtes et Papiers	4 503	3 500	28,7%	25,4%
Autres	(1 954)	(2 525)	22,6%	25,1%
(en % des revenus)				
Marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾	3,5%	3,4%		
Ovivo	3,1%	4,7%		
GL&V Pâtes et Papiers	8,0%	6,9%		
Autres	s.o.	s.o.		

Ovivo

Le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ d'Ovivo est en baisse pour le premier trimestre 2015 par rapport au même trimestre de l'exercice précédent principalement dû à la pression à la baisse exercée sur les marges de certains contrats dans le marché municipal. Également, les investissements en ressources effectués principalement pour développer le marché des pièces et services d'Ovivo, qui ont été partiellement compensés par les économies découlant des réorganisations, ont eu un impact à la baisse sur le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ durant le trimestre. Ces baisses ont été partiellement compensées par le marché de l'électronique et métaux qui connaît une hausse de sa profitabilité grâce à l'avancement des projets.

GL&V Pâtes et Papiers

La BAIIA ajusté ⁽¹⁾ de GL&V Pâtes et Papiers pour le premier trimestre 2015 est en hausse de 1,0M \$ en comparaison au BAIIA ajusté ⁽¹⁾ du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement expliquée par l'augmentation des revenus provenant de la vente d'équipements neufs. La hausse de la marge du BAIIA ajusté ⁽¹⁾ s'explique également par à une gestion rigoureuse des coûts indirects et des frais de vente et d'administration.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

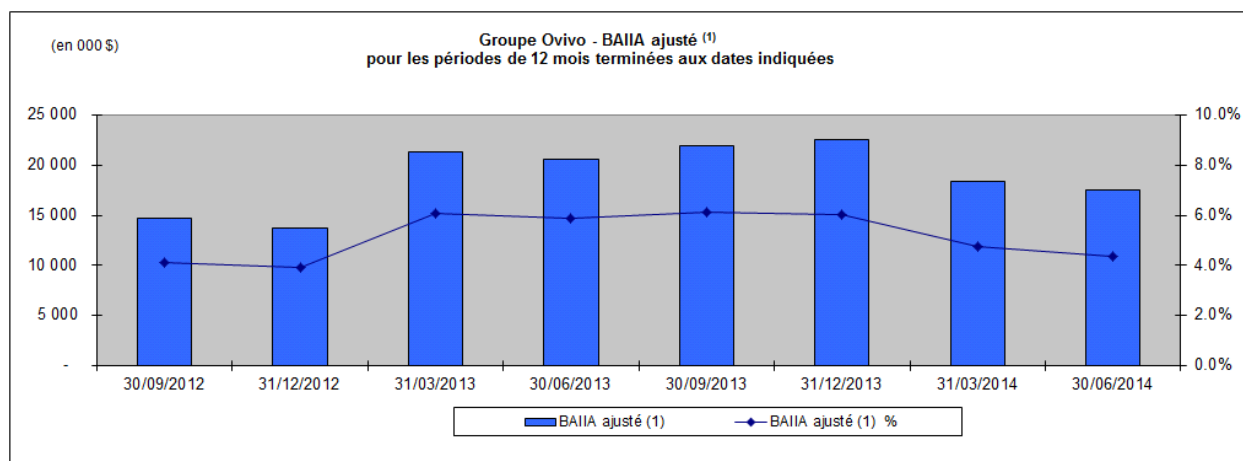
Autres

Au cours du premier trimestre 2015, le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ est en hausse par rapport à la même période de l'exercice 2014. Cette hausse provient principalement de la diminution de la charge de rémunération à base d'actions relative au siège social qui est en lien avec la baisse du titre de GLV Inc. Cette hausse est partiellement contrebalancée par l'érosion de la marge provenant de l'exécution des contrats de la division Van der Molen et par la vente des activités commerciales et d'une partie des actifs de GL&V Fabrication durant le troisième trimestre 2014.

Évolution du BAIIA ajusté ⁽¹⁾ et de la marge de BAIIA ajusté ⁽¹⁾

Les graphiques ci-dessous présentent l'évolution du BAIIA ajusté ⁽¹⁾ et de la marge de BAIIA ajusté ⁽¹⁾ pour Ovivo et GL&V Pâtes et Papiers pour les périodes de douze mois terminées aux dates indiquées.

Ovivo



Le ralentissement dans le marché de l'électronique et des métaux a affecté le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ d'Ovivo pour les périodes de douze mois terminées le 30 septembre 2012 et le 31 décembre 2012.

La relance pour la période de douze mois terminée le 31 mars 2013 a été le reflet du recentrage des activités d'Ovivo sur l'amélioration graduelle de la profitabilité. Pour cette période, on a ressenti l'effet favorable résultant du quasi-achèvement des projets à marges négatives du segment de dessalement, issus de l'acquisition de Christ Water Technology AG (« CWT »).

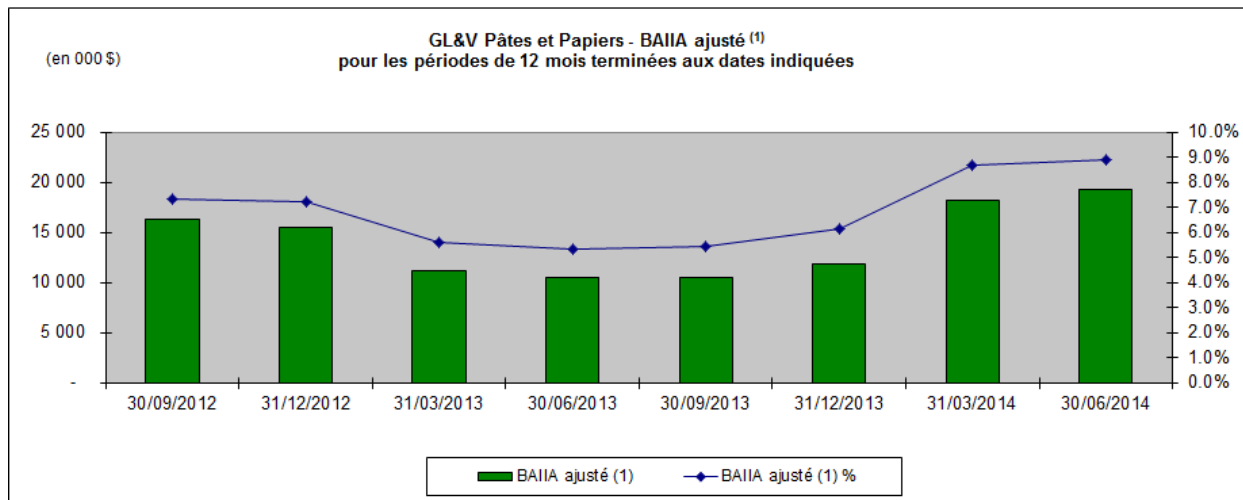
Pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2013, on a ressenti l'effet positif continu du plan de recentrage d'Ovivo, partiellement contrebalancé au premier trimestre 2014 par l'exécution de certains projets à marges inférieures aux attentes pour le segment de l'énergie en Europe et le marché municipal EMOA, ainsi que par les investissements en ressources requis pour développer le marché des pièces et services.

L'effet continu du plan de recentrage d'Ovivo a continué d'avoir des répercussions positives sur les périodes de douze mois terminées les 30 septembre 2013 et le 31 décembre 2013, tout comme l'amélioration de la profitabilité du marché de l'électronique et métaux et du segment municipal en Amérique du Nord. Ces impacts positifs ont été en partie contrebalancés par le ralentissement du marché municipal EMOA, par la révision défavorable des prévisions de coûts pour un important contrat dans le secteur de l'énergie, ainsi que par les investissements en ressources faits à l'égard des initiatives mises en place pour développer le marché des pièces et services.

Pour les périodes de douze mois terminées le 31 mars 2014 et le 30 juin 2014, la baisse de profitabilité dans le segment de l'énergie causée principalement par le contrat spécifique ci-haut mentionné et le ralentissement du marché municipal EMOA continuent d'avoir des impacts négatifs pour Ovivo. Ces diminutions sont en partie contrebalancées par l'amélioration de la profitabilité du marché de l'électronique et métaux, ainsi que du segment municipal en Amérique du Nord.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

GL&V Pâtes et Papiers



Pour GL&V Pâtes et Papiers, à compter des deuxième et troisième trimestres de 2013, le rythme d'exécution des travaux en cours s'est ralenti, amenant le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ légèrement à la baisse pour les périodes de douze mois terminées le 30 septembre 2012 et le 31 décembre 2012. La baisse plus marquée pour l'exercice terminé le 31 mars 2013 a été causée par le ralentissement, au quatrième trimestre, du marché de l'Amérique du Nord et par les marchés d'Europe et d'Asie, dont les effets du ralentissement ont été ressentis au cours des neuf derniers mois de l'exercice 2013.

Le niveau des activités qui demeurait au ralenti plus particulièrement pour le marché des équipements neufs, explique le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ légèrement en baisse pour les périodes de douze mois terminées le 30 juin 2013 et le 30 septembre 2013. On note par la suite une amélioration du BAIIA ajusté ⁽¹⁾, découlant d'une meilleure performance aux troisième et quatrième trimestres 2014 grâce à l'augmentation des revenus provenant des pièces et prestations de service qui génèrent une marge plus élevée. Au quatrième trimestre, l'amélioration de la marge sur les ventes d'équipements neufs a également contribué à la hausse du BAIIA ajusté ⁽¹⁾.

Pour la période de douze mois terminée le 30 juin 2014, la rentabilité du groupe continue de s'améliorer principalement soutenue par la hausse des revenus provenant de la vente d'équipements neufs et par une gestion rigoureuse des coûts.

Frais de restructuration

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, les frais de restructuration se sont élevés à 1,3M \$ pour Ovivo et à 0,4M \$ pour GL&V Pâtes et Papiers. Pour Ovivo, ces frais représentent principalement des indemnités de départ et autres frais liés à des réorganisations en Europe, ainsi qu'à des frais liés à la fermeture d'une entité du marché municipal également en Europe. Pour GL&V Pâtes et Papiers, il s'agit d'indemnités de départ liées à la fermeture d'une entité en Asie.

Pour le premier trimestre 2014, les frais de restructuration liés, entre autres, à la finalisation de la réorganisation qui avait été annoncée au cours de l'exercice précédent, s'étaient élevés à 0,2M \$ et 0,1M \$ respectivement pour Ovivo et GL&V Pâtes et Papiers. Ces montants représentaient principalement des indemnités de départ et des frais de relocalisation.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

Amortissement

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation	Variation organique ⁽¹⁾
(en milliers de \$)	2014	2013	%	%
Total	3 061	2 912	5,1%	3,4%
Immobilisations corporelles	1 386	1 266	9,5%	
Immobilisations incorporelles	1 675	1 646	1,8%	

Pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2014, la charge d'amortissement est légèrement en hausse comparativement à la même période de l'exercice précédent en raison des acquisitions d'immobilisations corporelles effectuées principalement dans Ovivo, ainsi qu'en raison de la fluctuation des devises étrangères qui a un effet défavorable sur la charge d'amortissement.

Frais financiers, nets

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation
(en milliers de \$)	2014	2013	%
Total	1 090	1 720	(36,6)%
Intérêts sur la dette à long terme	724	1 428	(49,3)%
Produits d'intérêts	(89)	(193)	(53,9)%
Autres	455	485	(6,2)%

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, la Société a enregistré une diminution de 0,6M \$ de ses frais financiers nets par rapport au même trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution s'explique par la baisse des intérêts sur la dette à long terme qui résulte principalement de la révision à la baisse du taux d'intérêt de la débenture non garantie avec le Fonds de solidarité FTQ (le « Fonds ») en avril dernier ainsi que par un volume moyen d'endettement moins élevé au premier trimestre 2015 comparé au premier trimestre 2014.

Perte (gain) de change et perte (gain) liée aux instruments financiers dérivés

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation
(en milliers de \$)	2014	2013	\$
Perte (gain) de change	2 197	(598)	2 795
Perte (gain) lié(e) aux instruments financiers dérivés	222	(2 238)	2 460

La perte de change résulte de l'effet de conversion des éléments monétaires comptabilisés en devises autres que les devises fonctionnelles des filiales.

Pour le premier trimestre 2015, la perte de change résulte majoritairement de la dépréciation du dollar américain et de l'euro par rapport au dollar canadien en comparaison avec le 31 mars 2014. Au même trimestre de l'exercice précédent, le gain de change résultait principalement de l'appréciation de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien et de l'appréciation de l'euro par rapport à la couronne suédoise.

La perte liée aux instruments financiers dérivés au cours du premier trimestre de 2015 est attribuable à la réévaluation défavorable du swap sur rendement total qui est basé sur le cours de l'action subalterne comportant droit de vote catégorie A. Cette perte est partiellement contrebalancée par des gains réalisés et non réalisés sur les contrats de change en cours au 30 juin 2014. Le gain lié aux instruments financiers dérivés au cours du premier trimestre de 2014 est attribuable aux gains réalisés et non-réalisés sur les contrats de change en cours au 30 juin 2013 et à la réévaluation favorable du swap sur rendement total.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

Impôts sur le résultat

	Trimestres terminés les 30 juin		Variation
	2014	2013	\$
<i>(en milliers de \$, sauf les données en %)</i>			
Bénéfice (perte) avant impôts	(2 730)	2 838	(5 568)
Charge d'impôts	457	1 568	(1 111)
Taux d'imposition effectif (%)	(16,7)%	55,3%	
Taux réglementaire canadien (%)	26,9%	26,9%	

L'écart entre le taux effectif et le taux d'imposition réglementaire canadien s'explique principalement par le fait que la Société présente une perte avant impôts pour le premier trimestre 2015, par un taux d'impôts réglementaire plus élevé aux États-Unis et par le fait que les actifs d'impôts différés de certaines filiales font l'objet de provisions pour moins-value. Le taux effectif plus élevé que le taux réglementaire canadien au premier trimestre 2014 est principalement expliqué par un taux d'impôts réglementaire plus élevé aux États-Unis et par une retenue d'impôt additionnelle relativement à une distribution de dividende faite par une filiale américaine à la Société.

Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de GLV Inc.

	Trimestres terminés les 30 juin	
	2014	2013
<i>(en milliers de \$)</i>		
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de GLV Inc.	(3 147)	1 289
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux actionnaires de GLV Inc. ⁽¹⁾	(1 541)	1 598
<i>(en \$ par action, de base et dilué)</i>		
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de GLV Inc.	(0,07)	0,03
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux actionnaires de GLV Inc. ⁽¹⁾	(0,03)	0,04
Nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation <i>(en milliers)</i>		
De base	44 092	44 092
Dilué	44 092	44 105

Pour le premier trimestre de l'exercice 2015, la Société présente une perte nette de 3,1M \$ ou 0,07 \$ par action, de base et dilué, comparativement à un bénéfice net de 1,3M \$ ou 0,03 \$ par action, de base et dilué pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par une augmentation des frais de restructuration, de la perte de change et de la perte enregistrée sur le swap de rendement total. Cette baisse est partiellement compensée par la diminution de la charge d'impôt en comparaison avec le premier trimestre de l'exercice 2014.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

6. SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Trimestres terminés								
(en milliers de \$, sauf les montants par action)	Exercice 2015	Exercice 2014			Exercice 2013			
	le 30 juin 2014	le 31 mars 2014	le 31 décembre 2013	le 30 septembre 2013	le 30 juin 2013	le 31 mars 2013	le 31 décembre 2012	le 30 septembre 2012
Revenus	161 247	182 062	158 576	149 782	144 705	152 392	145 530	140 575
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	5 581	9 294	5 138	5 870	4 943	7 828	4 615	5 198
Bénéfice (perte) opérationnel	779	6 093	(26 257)	1 785	1 722	2 327	695	(707)
Bénéfice opérationnel ajusté ⁽¹⁾	2 520	6 093	1 991	2 860	2 031	4 855	1 559	1 969
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de GLV Inc. :								
Lié aux activités poursuivies	(3 147)	1 678	(26 722)	1 409	1 289	909	3 065	(5 973)
Par action (de base et dilué)	(0,07)	0,04	(0,61)	0,03	0,03	0,02	0,07	(0,13)
Lié aux activités poursuivies ajusté ⁽¹⁾	(1 541)	1 678	1 374	2 484	1 598	3 437	3 929	(3 297)
Par action (de base et dilué) ajusté ⁽¹⁾	(0,03)	0,04	0,03	0,06	0,04	0,08	0,09	(0,07)
Lié aux activités abandonnées	-	-	-	-	-	(548)	(4 503)	(281)
Par action (de base et dilué)	-	-	-	-	-	(0,01)	(0,10)	(0,01)
Total	(3 147)	1 678	(26 722)	1 409	1 289	361	(1 438)	(6 254)
Par action (de base et dilué)	(0,07)	0,04	(0,61)	0,03	0,03	0,01	(0,03)	(0,14)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(40)	127	135	(4)	(19)	9	(1)	(11)
Bénéfice net (perte nette)	(3 187)	1 805	(26 587)	1 405	1 270	370	(1 439)	(6 265)

Les résultats trimestriels de la Société sont influencés par la conjoncture économique et ne sont pas nécessairement comparables d'un trimestre à l'autre. Les facteurs ayant influencé les résultats sont les suivants :

- au cours du troisième trimestre 2013, l'abandon des activités industrielles du segment de la valorisation des matières organiques d'Ovivo, représentant une perte de 4,5M \$. À ce titre, les chiffres comparatifs des trimestres précédents présentés dans ce rapport de gestion intermédiaire ont été redressés afin de tenir compte des effets de ces activités sur les résultats.
- au cours du quatrième trimestre 2013, le recentrage des activités d'Ovivo sur ses marchés cibles permet une amélioration graduelle de la profitabilité contrebalancée partiellement par GL&V Pâtes et Papiers compte tenu du ralentissement des marchés, plus marqué en Europe.
- alors que les marchés de GL&V Pâtes et Papiers étaient au ralenti au cours du premier trimestre 2014, l'effet positif du volume d'activité d'Ovivo dans le marché de l'électronique et métaux a été contrebalancé par l'exécution de certains projets à marges inférieures aux attentes pour le segment de l'énergie en Europe et le marché municipal EMOA, ainsi que par les investissements en ressources requis pour développer le marché des pièces et services.
- aux deuxième et troisième trimestres 2014, une croissance encore plus marquée pour Ovivo résultant de la croissance des marchés de l'électronique et métaux et du municipal en Amérique du Nord est contrebalancée par un ralentissement des marchés municipal EMOA et énergie. Au troisième trimestre, une charge ponctuelle de dépréciation d'actifs de 26,9M \$ influence les résultats du trimestre à la baisse.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

- au cours du quatrième trimestre 2014, GL&V Pâtes et Papiers a connu une hausse de sa profitabilité alors qu'Ovivo a connu une baisse principalement due au marché de l'énergie. Cette diminution est partiellement compensée par le marché de l'électronique et métaux qui affiche une hausse de sa profitabilité.
- au cours du premier trimestre 2015, l'augmentation des revenus pour la vente d'équipements neufs pour GL&V Pâtes et Papiers a eu un effet positif sur la profitabilité du groupe alors qu'Ovivo a connu une baisse de profitabilité en lien avec le ralentissement dans le marché municipal.

7. SITUATION FINANCIÈRE ET FLUX DE TRÉSORERIE

En incluant l'effet des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles, les flux de trésorerie utilisés pour le premier trimestre 2015 ont été de 21,8M \$ (0,49 \$ par action, de base et dilué) par rapport aux flux de trésorerie générés de 1,6M \$ (0,04 \$ par action, de base et dilué) pour le même trimestre en 2014.

	Trimestres terminés les 30 juin	
	2014	2013
<i>(en milliers de \$, sauf les montants par action)</i>		
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation avant la variation nette du solde des éléments hors caisse	(882)	3 851
Variation nette du solde des éléments hors caisse liés à l'exploitation	(19 716)	(372)
Acquisitions d'immobilisations corporelles nettes des cessions d'immobilisations corporelles	(1 155)	(1 899)
Flux de trésorerie générés (utilisés) ⁽¹⁾	(21 753)	1 580
Par action (de base et dilué).	(0,49)	0,04

Effet de la variation nette des soldes hors caisse liés à l'exploitation

<i>(en milliers de \$)</i>	Trimestre terminé le 30 juin 2014
Clients et autres débiteurs	9 171
Stocks	(524)
Contrats en cours	(2 337)
Charges payées d'avance	297
Fournisseurs, charges à payer, provisions et autres passifs	(15 877)
Revenus différés	(11 112)
Impôts sur le résultat à recevoir/payer	666
	(19 716)

Pour le premier trimestre 2015, l'effet négatif sur les flux de trésorerie de 19,7M \$ résultant de la variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation est principalement attribuable à la diminution des fournisseurs, charges à payer, provisions et autres passifs en raisons des échéances de paiements aux fournisseurs ainsi qu'à la diminution des revenus différés qui varient en fonction de l'avancement et des termes de facturation des projets. Cet effet a été partiellement contrebalancé par une diminution des clients et autres débiteurs due à une gestion accrue et proactive de la perception des comptes-clients au cours du trimestre.

(1) Voir la rubrique 11. « Conciliation des mesures financières non conformes aux IFRS ».

Il en résulte une position nette du fonds de roulement de 122,0M \$ au 30 juin 2014 représentant un coefficient de 1,6 à cette date, comparativement à 110,1M \$ et un coefficient de 1,46 au 31 mars 2014. L'actif total de la Société se chiffrait à 461,4M \$ au 30 juin 2014, comparativement à 488,1M \$ au 31 mars 2014, une diminution principalement attribuable à une baisse des clients et autres débiteurs. De manière générale, la direction vise un ratio de fonds de roulement autour de 1,25 compte tenu du modèle d'affaires opérationnel de la Société. La Société poursuit ses efforts afin d'optimiser la gestion de son fonds de roulement afin de maximiser ses flux de trésorerie et ainsi réduire son endettement et ses frais financiers.

À noter que les variations de taux de change pour le premier trimestre 2015 ont résulté en une variation positive sur la réévaluation des éléments de trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 0,7M \$.

L'effet net des mouvements relatifs aux flux de trésorerie utilisés au cours du premier trimestre 2015 a été une diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 5,2M \$.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement ont utilisé un montant net de 1,6M \$ pour le premier trimestre 2015, ce qui est comparable à la même période de l'exercice précédent et représente principalement des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Commentaires supplémentaires sur la situation financière

	au 30 juin 2014	au 31 mars 2014
<i>(en milliers de \$, sauf coefficient)</i>		
Dette à long terme	64 115	47 975
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(17 128)	(22 306)
Endettement total net	46 987	25 669
Capitaux propres des actionnaires	165 626	174 199
Total capital investi	212 613	199 868
Coefficient d'endettement total net sur le capital investi	22,1%	12,8%

Au 30 juin 2014, la dette totale de la Société se situait à 64,1M \$ comparativement à 48,0M \$ au 31 mars 2014, soit une augmentation de 16,1M \$. Déduction faite des espèces et quasi-espèces, l'endettement total net au 30 juin 2014 était de 47,0M \$ pour un coefficient d'endettement total net de 22,1 % par rapport au capital investi total, comparativement à un endettement total net de 25,7M \$ et un coefficient de 12,8 % au 31 mars 2014. L'endettement total net a donc augmenté de 21,3M \$ depuis le 31 mars 2014 et ce principalement dû au fait que la Société a effectué des travaux, donc engendré des coûts, sur certains contrats dont les encaissements ont déjà eu lieu dans le passé suite à des termes de paiement avantageux négociés par la Société.

Durant le premier trimestre de 2015, la Société a conclu une facilité de crédit d'un montant de 2,0M US\$ avec Exportation et Développement Canada afin de financer l'achat d'équipements pour son unité de production en Inde. Elle porte intérêt au taux variable LIBOR plus une marge de 3,25% et échoit en juin 2019. Cette facilité prévoit quatre remboursements égaux de 500 US\$ chaque six mois entre le 42ième et le 60ième mois.

En avril 2014, la Société a modifié sa débenture non garantie d'un montant de 25,0M \$ avec le Fonds de solidarité FTQ (le « Fonds »), révisant à la baisse le taux d'intérêt à 5,4% et retirant le droit de rachat par anticipation en faveur de GLV Inc. jusqu'à son échéance, le 20 novembre 2016.

En décembre 2011, la principale convention de financement de la Société d'un montant total de 200M \$ a été renouvelée pour cinq ans. Ce financement est composé, tout d'abord, d'une facilité de crédit rotatif de 100M \$ pour le cours normal des opérations de la Société, l'émission de lettres de crédit et les acquisitions d'entreprises. Au 30 juin 2014, cette facilité de crédit est utilisée pour un montant total de 37,1M \$. De plus, la Société possède une seconde facilité de crédit rotatif de 100M \$ pour l'émission de lettres de crédit garanties par Exportation et Développement Canada. Au 30 juin 2014, cette seconde facilité est utilisée pour un montant de 69,1M \$. La convention de financement comprend également une clause accordéon prévoyant un accès non engagé à 50M \$ supplémentaires.

La Société possède également une facilité de crédit de 25,0M € (36,4M \$) en Autriche servant à l'émission de lettres de crédit. Cette facilité vient à échéance en mai 2015 et ses termes sont renégociables au moins annuellement. Au 30 juin 2014, elle était utilisée pour un montant de 14,1M € (20,5M \$).

Au 30 juin 2014, la situation de trésorerie et des facilités de crédit bancaire suffisaient au financement des opérations de la Société. De plus, tous les coefficients financiers étaient conformes aux paramètres indiqués dans les conventions de crédit en vigueur auprès des institutions bancaires de GLV Inc. Dans le cas d'éléments exceptionnels ou de nature non récurrente, les modalités de ces conventions de crédit prévoient l'ajustement du BAIIA ajusté aux fins du calcul des ratios financiers. Ainsi, au 30 juin 2014, les ratios financiers ont été calculés en fonction d'un BAIIA ajusté tel que défini dans les conventions, qui, entre autres, inclut les bénéfices (pertes) d'exploitation enregistrés au cours des douze derniers mois se terminant le 30 juin 2014 des entités dont les actions ont été achetées et qui exclut les bénéfices (pertes) d'exploitation enregistrés au cours des douze derniers mois se terminant le 30 juin 2014 des entités fermées ou ayant des activités abandonnées ou dont les actions ou certains actifs ont été vendus, ainsi que les frais de restructuration et autres éléments spéciaux.

Renseignements sur le capital-actions et la rémunération à base d'actions

		Nombre d'actions émises et en circulation au 30 juin 2014 et au 6 août 2014
	Autorisé	
Actions subalternes comportant droit de vote catégorie A	Illimité	41 912 594
Actions à vote multiple catégorie B	Illimité	2 179 305
Actions privilégiées	Illimité	–
		44 091 899

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2014, 6 000 options d'achat d'actions ont été annulées, portant à cette date le nombre d'options d'achat d'actions en circulation à 2 105 840 (2 111 840 au 31 mars 2014) dont 1 730 840 (1 677 840 au 31 mars 2014) pouvaient être exercées en fonction de la condition temporelle, nonobstant l'atteinte des prix cibles lorsque la condition s'applique.

Pour plus d'information, voir la note 7 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2014.

8. CARNET DE COMMANDES

	Trimestre terminé le 30 juin	Trimestre terminé le 31 mars	Variation	Variation organique	Trimestre terminé le 30 juin	Variation	Variation organique
<i>(en milliers de \$)</i>	2014	2014	%	%	2013	%	%
Total	359 074	382 739	(6,2)%	(3,4)%	395 318	(9,2)%	(11,9)%
Ovivo	287 520	311 050	(7,6)%	(5,0)%	319 588	(10,0)%	(13,8)%
GL&V Pâtes et Papiers	61 074	61 994	(1,5)%	1,8%	61 862	(1,3)%	(2,9)%
Autres	10 480	9 695	8,1%	12,6%	13 868	(24,4)%	(4,1)%

Ovivo

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes d'Ovivo était de 287,5M \$, en baisse comparativement à 311,0M \$ au 31 mars 2014 et à 319,6M \$ au 30 juin 2013. Cette baisse est principalement attribuable au marché de l'électronique et des métaux qui, après s'être vu octroyer d'importants contrats au début de l'exercice 2014, voit son carnet de commandes en baisse au 30 juin 2014 en raison de l'avancement des projets. Cette baisse s'explique également par une diminution dans les prises de commandes pour le secteur de l'énergie, la direction demeure toutefois confiante tant qu'aux perspectives de ce marché. Ces baisses sont partiellement contrebalancées par une amélioration du carnet de commandes dans le marché des pièces et services, témoignant des mesures mises en place afin de développer ce créneau important dans la stratégie d'Ovivo, ainsi que dans le marché du municipal en Amérique du Nord.

GL&V Pâtes et Papiers

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes de GL&V Pâtes et Papiers se trouve à un niveau comparable à celui du 31 mars 2014 et 30 juin 2013. Les perspectives demeurent intéressantes pour l'exercice 2015 plus particulièrement pour les ventes d'équipements neufs.

Autres

Au 30 juin 2014, le carnet de commandes de la division Van der Molen est en hausse comparativement au 31 mars 2014. Cette augmentation s'explique principalement par les prises de commandes faites au niveau des équipements neufs. La baisse du niveau du carnet de commandes par rapport au 30 juin 2013 s'explique par la vente de l'unité manufacturière en novembre dernier, aucune commande reliée à cette unité n'est présentée dans le carnet de commandes du groupe Autres au 30 juin 2014.

9. RISQUES ET INCERTITUDES

Dans le cadre de ses activités, la Société est assujettie à un certain nombre de risques que la direction évalue de façon continue. Les risques et incertitudes, ainsi que les pratiques de gestion des risques, sont décrits à la rubrique 11 « Risques et incertitudes » du rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 mars 2014.

Depuis le début de l'exercice 2015, la direction n'a observé aucun changement important en ce qui concerne les risques et incertitudes, ni n'a procédé à aucun changement en ce qui concerne ses pratiques de gestion des risques.

10. MÉTHODES COMPTABLES

a) Principales méthodes et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société, pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, sont établis conformément à la norme IAS 34, Information financière intermédiaire faisant partie des IFRS, telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités sont les mêmes et sont appliquées de la même manière que celles présentées à la note 2 des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2014 à l'exception des modifications de méthodes comptables décrites ci-dessous.

La préparation des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société, conformément aux IFRS, nécessite de la part de la direction qu'elle exerce son jugement pour établir des estimations et formuler des hypothèses orientées vers l'avenir qui ont une incidence sur les montants présentés aux états financiers consolidés. Les résultats réels pourraient entraîner des ajustements significatifs des montants présentés des actifs, des passifs et des résultats au cours des périodes suivantes. Les éléments qui constituent les estimations et les hypothèses les plus importantes de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2014 sont demeurés les mêmes que ceux présentés à la note 2u) des états financiers consolidés annuels au 31 mars 2014.

b) Modifications de méthodes comptables

IFRIC 21 – Droits ou taxes

La norme IFRIC 21 qui précise le moment de la comptabilisation d'un passif pour les sorties de ressources qui sont imposées par les gouvernements conformément aux dispositions légales ou réglementaires, basé sur l'activité qui rend le paiement exigible.

Cette norme a été appliquée par la Société le 1er avril 2014 et n'a eu aucune incidence significative sur la performance financière de la Société.

c) Modifications futures de méthodes comptables

l'IFRS 9 – Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a terminé le projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*, en publiant l'IFRS 9, *Instruments financiers*. L'IFRS 9, *Instruments financiers*, couvre le classement et l'évaluation des actifs et des passifs financiers, un modèle prospectif de dépréciation de perte attendue et une approche revue en profondeur de la comptabilité de couverture. Pour déterminer si un actif financier doit être évalué au coût amorti ou à la juste valeur, l'IFRS 9 a recours à une nouvelle approche qui remplace les multiples règles de l'IAS 39. L'approche préconisée par l'IFRS 9 repose sur la manière dont une entité gère ses instruments financiers et les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs financiers. La majorité des exigences de l'IAS 39 en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers sont reprises dans l'IFRS 9. Cependant, dans le cadre de l'évaluation d'un passif financier à la juste valeur par le biais du résultat net, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité sera présentée dans l'état consolidé du résultat global plutôt qu'à l'état consolidé des résultats. L'IFRS 9 énonce aussi un modèle de dépréciation de pertes de crédit attendues selon lequel les pertes de crédit attendues devront être comptabilisées plus rapidement. Plus précisément, selon la nouvelle norme, les entités doivent comptabiliser les pertes de crédit attendues dès la comptabilisation initiale des instruments financiers, et comptabiliser plus rapidement les pertes de crédit attendues pour la durée de vie. Enfin, l'IFRS 9 a introduit un nouveau modèle de comptabilité de couverture et des informations à fournir correspondantes sur les activités de gestion des risques. Le nouveau modèle de comptabilité de couverture représente une refonte importante de la comptabilité de couverture, qui permettra aux entités de mieux rendre compte de leurs activités de gestion des risques dans leurs états financiers. L'IFRS 9 s'appliquera à notre exercice ouvert le 1er avril 2018, mais il est permis d'adopter cette norme de manière anticipée. La direction n'a pas encore évalué l'incidence que l'adoption de cette norme aura sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 15 – Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui annule et remplace l'IAS 11, *Contrats de construction*, l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IFRIC 13, *Programmes de fidélisation de la clientèle*, l'IFRIC 15, *Contrats de construction de biens immobiliers*, l'IFRIC 18, *Transferts d'actifs provenant de clients* et le SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. Le principe de base de l'IFRS 15 est qu'une entité doit comptabiliser ses revenus afin de refléter le transfert des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. L'IFRS 15 exigera la présentation d'informations additionnelles sur les revenus, fournira des indications sur les transactions qui n'étaient pas traitées de façon complète dans les normes antérieures (notamment, les revenus tirés de la prestation de services et les modifications de contrats) et améliorera les indications visant les accords à composantes multiples. L'IFRS 15 s'appliquera à la Société à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2017, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers consolidés.

IAS 19 – Avantages du personnel

En novembre 2013, l'IASB a modifié l'IAS 19, *Avantages du personnel*, afin de simplifier la comptabilisation des cotisations aux régimes à prestations définies qui ne dépendent pas du nombre d'années de service de l'employé. Cette modification sera en vigueur pour l'exercice de la Société ouvert à compter du 1er avril 2015, et l'application anticipée est permise. La Société évalue actuellement les incidences de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers consolidés.

11. CONCILIATION DES MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS

En plus de fournir des mesures du résultat selon les IFRS, le présent rapport de gestion présente les mesures additionnelles et les mesures non conformes aux IFRS suivantes qui sont également utilisées par la direction et le conseil d'administration de la Société pour contrôler et évaluer la performance de la Société et de ses secteurs d'activité.

- le **BAIIA ajusté** : bénéfice (perte) avant amortissement, dépréciation d'actifs, frais financiers nets, perte (gain) de change, perte (gain) lié(e) aux instruments financiers dérivés, frais de restructuration et autres éléments spéciaux et impôts sur le résultat. La marge du BAIIA ajusté est le ratio obtenu en divisant le BAIIA ajusté par les revenus;
- le **bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux actionnaires de GLV Inc.** : le bénéfice net (perte nette) avant éléments enregistrés hors du cours normal des affaires, y compris les frais de restructuration et la charge de dépréciation d'actifs;
- les **flux de trésorerie générés (utilisés)** : flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation déduction faite des acquisitions d'immobilisations nettes des cessions d'immobilisations;
- les **flux de trésorerie générés (utilisés) par action** : flux de trésorerie générés (utilisés) divisés par le nombre moyen pondéré d'actions participantes en circulation au cours de la période visée.

Ces mesures permettent à la direction d'évaluer le rendement opérationnel et financier des différentes entités opérationnelles. De plus, ce sont des outils fréquemment utilisés par la communauté financière pour analyser et comparer la performance d'entreprises actives dans les mêmes secteurs. Toutefois, ces mesures ne sont pas destinées à remplacer d'autres outils d'évaluation de la performance financière ou de l'état des flux de trésorerie comme indicateurs de liquidité. Ces mesures ne représentent pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devraient pas être considérées isolément ou comme substituts aux autres mesures de performance calculées selon les IFRS. Signalons que les définitions de ces mesures utilisées par la direction peuvent différer de celles qui sont retenues par d'autres entreprises.

Afin de pouvoir évaluer ce qu'aurait été la progression de son chiffre d'affaires d'une année à l'autre sans l'effet des acquisitions ou des dispositions d'entreprises, la Société utilise la mesure de variation organique. Le calcul de la variation organique s'effectue en éliminant l'effet de l'écart découlant des acquisitions ou des dispositions en comparaison avec la période comparable de l'exercice précédent, à taux de change constants.

Quant au carnet de commandes de la Société, il comprend les contrats ayant fait l'objet d'une prise de commandes ferme appuyée, selon le cas, par un contrat signé, un bon de commande ou un encaissement d'une avance sur contrat. La direction peut, dans certaines situations, décider d'inclure un contrat dans le carnet de commandes même si le contrat n'est pas signé si les étapes à compléter pour se faire sont d'ordre administratif ou sont jugées non significatives. Elle peut aussi retarder l'inclusion d'un contrat dans le carnet de commandes, par exemple, s'il existe certains risques que la commande soit annulée, retardée ou que l'encaissement du prix de vente comporte des risques. Dans ce cas, la commande en question sera normalement ajoutée au carnet de commandes seulement à la suite de l'encaissement d'une partie du prix de vente sous forme d'avance sur contrat, ou lorsque la direction aura acquis un degré de confort raisonnable. La direction peut également décider de prendre une réserve générale tenant compte de son évaluation des différents risques par rapport aux commandes incluses dans le carnet.

Le tableau qui suit rapproche les mesures conformes aux IFRS présentées dans les états consolidés des résultats de la Société et le BAIIA ajusté :

<i>(en milliers de \$)</i>	Ovivo	GL&V Pâtes et Papiers	Autres	Résultats consolidés
Trimestre terminé le 30 juin 2014				
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	(18)	3 403	(2 606)	779
Amortissement	1 747	662	652	3 061
BAIIA	1 729	4 065	(1 954)	3 840
Frais de restructuration	1 303	438	–	1 741
BAIIA ajusté	3 032	4 503	(1 954)	5 581
Trimestre terminé le 30 juin 2013				
Bénéfice (perte) opérationnel(le)	2 171	2 796	(3 245)	1 722
Amortissement	1 637	555	720	2 912
BAIIA	3 808	3 351	(2 525)	4 634
Frais de restructuration	160	149	–	309
BAIIA ajusté	3 968	3 500	(2 525)	4 943

Le tableau qui suit rapproche les mesures conformes aux IFRS présentées dans les états consolidés des résultats de la Société et le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de GLV Inc. :

<i>(en milliers de \$)</i>	Trimestres terminés les 30 juin	
	2014	2013
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de GLV Inc.	(3 147)	1 289
Frais de restructuration (net d'impôt)	1 606	309
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux actionnaires de GLV Inc.	(1 541)	1 598

Le tableau qui suit rapproche les mesures conformes aux IFRS présentées dans les états consolidés des résultats de la Société et le bénéfice net ajusté attribuable aux actionnaires de GLV Inc. par action:

<i>(en \$)</i>	Trimestres terminés les 30 juin	
	2014	2013
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires de GLV Inc. par action	(0,07)	0,03
Frais de restructuration (net d'impôt)	0,04	0,01
Bénéfice net (perte nette) ajusté(e) attribuable aux actionnaires de GLV Inc. par action	(0,03)	0,04

Le tableau qui suit rapproche les mesures conformes aux IFRS présentées dans les états consolidés des résultats de la Société et le bénéfice opérationnel ajusté :

	Trimestres terminés les 30 juin	
<i>(en milliers de \$)</i>	2014	2013
Bénéfice opérationnel	779	1 722
Frais de restructuration	1 741	309
Bénéfice opérationnel ajusté	2 520	2 031

Le tableau qui suit rapproche les mesures conformes aux IFRS présentées dans les états consolidés des flux de trésorerie de la Société et les flux de trésorerie générés (utilisés) :

	Trimestres terminés les 30 juin	
<i>(en milliers de \$)</i>	2014	2013
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(20 598)	3 479
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(1 362)	(1 922)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	207	23
Flux de trésorerie générés (utilisés)	(21 753)	1 580

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le «Règlement 52-109»), GLV Inc. a déposé des attestations signées par le président et chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

La direction de GLV a établi des contrôles et procédures de communication de l'information financière de façon à fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à l'entreprise, incluant ses filiales consolidées, est transmise à la direction par les responsables des différentes entités.

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2014, il n'y a eu aucune modification des contrôles internes à l'égard de l'information financière qui ait eu ou serait raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur ces contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le président et chef de la direction,

(SIGNÉ)
Richard Verreault

Le chef de la direction financière,

(SIGNÉ)
François Dufresne

Le 7 août 2014